



FAITS SAILLANTS DU SOMMET DE L'ONU: SAMEDI 26 SEPTEMBRE 2015

Le Sommet de l'ONU sur le développement durable a repris ses délibérations le samedi 26 Septembre 2015, et les délégués ont poursuivi avec les déclarations en séance plénière générale tout au long de la journée et dans la soirée. Les dialogues interactifs sur la «promotion de la croissance économique durable, la transformation et la promotion de la consommation et de la production durables,» et la «réalisation d'un partenariat mondial revitalisé» ont eu lieu le matin et dans l'après-midi. De nombreux événements parallèles organisés sur les lieux et autour du site de la conférence, y compris le Forum du secteur privé du pacte mondial de l'ONU et les événements organisés par l'Initiative «Énergie durable pour tous » lancée par le Secrétaire général de l'ONU (SE4All) et le Fonds pour l'environnement mondial.

FAITS SAILLANTS SÉANCE PLÉNIÈRE

Tout au long de la journée, les chefs d'État et de gouvernement et autres dignitaires ont pris la parole en séance plénière. Les orateurs ont souligné les réalisations ainsi que le travail inachevé des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment leur réalisation inégale à travers le monde. Ils ont demandé instamment de s'appuyer sur cette expérience pour améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). De nombreux orateurs ont rappelé le processus élargi de consultation à l'issue desquelles les objectifs ont été élaborés. Ils ont souligné la nécessité de travailler avec des acteurs au niveau national pour assurer l'appropriation de la mise en œuvre par les pays. Les intervenants ont également souligné l'importance d'intégrer les jeunes dans la mise en œuvre des ODD.

La Chine, la République de Corée et d'autres pays ont annoncé des engagements concrets pour apporter un soutien aux pays en développement en vue de la réalisation des ODD. La République de Corée a annoncé l'«Initiative améliorer la vie des filles», qui soutiendra les filles vulnérables dans les pays en développement avec 200 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. La Chine a annoncé la création d'un fonds d'aide de 2 milliards \$ US pour la coopération Sud-Sud, pour la mise en œuvre des ODD, ainsi que l'augmentation

des investissements dans les pays les moins avancés (PMA) à hauteur de 12 milliards \$ US d'ici 2030, entre autres engagements.

Les orateurs ont souligné l'importance continue de l'aide publique au développement (APD), et ont exhorté les pays développés à honorer leurs engagements existants. Certains orateurs ont également souligné la nécessité d'aborder les flux financiers illicites, l'évasion fiscale, la viabilité de la dette et les contrats de partage des avantages dans des domaines tels que l'exploitation minière.

De nombreux orateurs ont souligné la nécessité de conclure un accord durable et ambitieux sur le changement climatique à Paris en décembre prochain. D'autres ont souligné le rôle particulier du changement climatique dans la réalisation des résultats de développement durables, étant donné son caractère transversal. Les dirigeants des petits États insulaires en développement (PEID) ont souligné l'importance de cette question pour leur existence.

Des orateurs ont attiré l'attention sur la crise des réfugiés en cours en Europe comme un exemple de la nécessité de maintenir la coopération internationale et de l'importance d'aborder les causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité. De nombreux dirigeants ont fourni des exemples de la façon dont les ODD sont intégrés dans les plans nationaux. Ils ont également exhorté faire davantage d'efforts pour intégrer les petits États insulaires dans l'économie mondiale et de favoriser la résilience dans l'esprit de ne laisser personne pour compte.

L'Islande et la Suède ont pris des engagements pour atteindre la neutralité carbone et une économie libre de combustibles fossiles, respectivement.

Les dirigeants ont salué le lancement du Mécanisme de facilitation dans le domaine de la technologie, en notant que les ODD fournissent un plan pour le «développement axé sur l'innovation». Certains orateurs ont appelé à un accroissement de la représentation des femmes à tous les niveaux des gouvernements, à l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive, et à l'établissement de partenariat avec les acteurs à tous les niveaux. D'autres ont appelé à des mécanismes de reddition de comptes solides et souligné le rôle crucial du suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD. Les intervenants ont également discuté: du rôle des

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Faye Leone, Delia Paul, Nathalie Risse, Ph.D., et Lynn Wagner, Ph.D. Édition numérique: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Version française: Hélène Kom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB au Sommet du développement durable de l'ONU 2015 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobil/>

entreprises; de l'importance de la réalisation de zéro dégradation des terres; de la nature multidimensionnelle de la pauvreté et de la nécessité d'aborder toutes les dimensions; des synergies avec le programme de l'Union africaine à l'horizon 2063; et de l'importance d'aborder les questions de gouvernance, de transparence et de corruption.

Un compte rendu complet de la séance plénière apparaîtra dans le rapport de synthèse du BNT du Sommet sur le développement durable de l'ONU, qui sera disponible mercredi le 30 septembre.

DIALOGUES INTERACTIFS

Favoriser la croissance économique durable, transformer et promouvoir la consommation et la production durables: Miro Charles Michel, Premier ministre de la Belgique, et Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh, ont co-présidé le dialogue. Le Premier ministre Hasina a déclaré que modes de consommation doivent démontrer leur engagement envers la durabilité mondiale. Premier Ministre Michel a insisté sur la nécessité de progresser vers un concept de l'économie circulaire.

Michael Higgins, Président de l'Irlande, a déclaré que, en mettant l'accent sur l'accès à la terre, le transfert de technologie et le financement et la réglementation fiscale, le Programme à l'horizon 2030 aborde les causes structurelles de l'inégalité.

Lars Lokke Rasmussen, Premier Ministre du Danemark, a souligné l'importance du libre-échange plutôt que d'une focalisation étroite sur l'aide, et a noté que les pays en développement demandent l'accès aux marchés et à des technologies. L'Australie a privilégié la priorité à l'innovation dans les programmes d'aide et à la facilitation de l'accès au financement pour les femmes.

Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, a noté que l'Afrique dispose d'importantes ressources de sources d'énergie renouvelable et d'énergie conventionnelle, qui permettraient aux usines de travailler à pleine capacité pour offrir des produits à valeur ajoutée.

Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a souligné que l'agro-industrie a le potentiel pour créer des emplois et produire la croissance économique, et est essentielle pour la construction de chaînes de valeur.

John Dramani Mahama, Président du Ghana, soulignant la priorité accordée par les ODD à l'agriculture et à l'énergie, a déclaré que la révolution verte avait contourné l'Afrique, alors que les investissements agricoles modernisés offrent la promesse d'emplois pour une population croissante.

Plusieurs pays en développement, notamment le Bangladesh, le Kirghizistan et le Burundi, ont mis en relief les efforts nationaux de lutte contre la pauvreté, y compris par des investissements dans l'éducation, les soins de santé et la décarbonisation de l'économie nationale. La Côte d'Ivoire a déclaré que les efforts entrepris en vue de croissance durable dans son pays ont mis l'accent sur la promotion de l'apprentissage inclusif, la scolarisation obligatoire de l'âge de six à 16 ans, et une feuille de route pour la promotion de l'économie verte.

Plusieurs pays, dont Madagascar, ont mis l'accent sur les besoins tels que le financement, le transfert de technologie, l'intégration régionale et l'accès aux marchés, tandis que la République dominicaine a déclaré que les pays doivent repenser les anciens modèles de développement, puisque la tendance de ces dernières décennies est incompatible avec les objectifs et les cibles. Jim Ovia, Président de Zenith Bank, a souligné l'importance de la technologie pour la région africaine. Le Sénégal a conseillé aux gouvernements du monde en développement, de créer des fonds souverains qui peuvent posséder et lever des capitaux de «fonds en déshérence» comme la terre.

Irwin LaRocque, Secrétaire général de Communauté des Caraïbes (CARICOM), a soutenu la prise en compte de la vulnérabilité des pays lors de la prise des décisions sur l'admissibilité aux financements concessionnels, et a salué la proposition de la CEPALC d'alléger le poids de la dette.

L'Autriche a plaidé pour l'éducation et la formation professionnelle, la création d'emplois décents, et pour la technologie et l'innovation comme moyen pour promouvoir la consommation et la production durables (SCP).

La Slovaquie, notant sa prochaine présidence de l'Union européenne (UE) en 2016, a déclaré que le développement durable et la croissance économique durable doivent être la base d'un nouveau programme qui est évalué en terme du nombre d'emplois créés et de nouvelles technologies créées.

Kailash Satyarthi, lauréat du prix Nobel de la paix, a demandé à tous et à chacun de mettre fin à l'esclavage des enfants, et a exhorté les chefs d'entreprise à protéger les enfants par le biais de leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur.

Guy Ryder de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a déclaré l'engagement de l'OIT à soutenir les États membres dans la promotion de la formalisation du travail, la productivité et les entreprises durables, le renforcement des investissements dans les compétences techniques et professionnelles, et doter les générations actuelles et futures de compétences pour des emplois décents.

Le Royaume-Uni a prévu une demande d'emplois croissante en raison de la «poussée des jeunes» dans de nombreux pays, et a souligné l'importance de l'autonomisation économique des femmes.

Adnan Amin, Directeur général de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), a mis en relief, l'«énorme possibilité» des énergies renouvelables, les rapports qui font état d'une croissance de 14% dans le domaine des énergies renouvelables au cours de l'année précédente, et d'une chute de 75% du coût de l'énergie photovoltaïque au cours des cinq dernières années.

Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, a souligné l'importance du développement des compétences et de l'éducation pour la population jeune d'Afrique, a appelé à l'autonomisation des femmes par l'éducation, les droits fonciers et l'accès au capital et à la technologie, et a souligné les océans comme une ressource jusqu'alors négligée.

Stefan Löfven, Premier ministre de la Suède, a proposé un «pacte mondial» pour la réalisation de la croissance économique durable (SDG 8), l'emploi et le travail décent, basé sur le travail

décents et la coopération entre: les États qui ratifient et respectent les principes de l'OIT, y compris le droit d'organisation, de négociation et de grève; les employeurs et les entreprises qui garderaient à l'esprit leurs responsabilités sociales; et les syndicats, qui pourraient contribuer au développement global des entreprises. Il a ajouté que l'OIT, l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et la coalition B-20 peuvent tous jouer un rôle important dans ce domaine.

Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, a appelé à: investir dans la santé des femmes; quantifier le statut des femmes en termes de statistiques de la santé et du travail; et mettre fin aux violences contre les femmes.

Dmitry Pankin, Président du Conseil de la Banque eurasiatique de développement (BAD) a souligné l'importance des infrastructures de transport et de l'énergie pour cette région.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré que le Programme à l'horizon 2030 sera gagné ou perdu, tout dépendant de ce qui se passe dans les PMA.

Le Directeur exécutif de l'ONU-Habitat Joan Clos, a souligné que les ODD reconnaissent l'urbanisation comme un outil de développement.

Paul Quintos de Campagne pour les Objectifs des peuples pour le développement durable, a souligné la nécessité de démocratiser la prise de décision et d'instituer la démocratie au travail. Patricia Iglecias, du Grand groupe des autorités locales a souligné que les autorités locales, en travaillant aux niveaux infranational et local, se rapprochent de plus en plus des citoyens.

Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a déclaré que l'Internet est le moteur essentiel du progrès social et économique de notre temps, et a dit aux délégués: «Si nous voulons unir les nations du monde, commençons par connecter le monde».

Le Secrétaire général Fang Liu de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a déclaré que le trafic aérien mondial, qui devrait doubler d'ici 2030, devrait être accompagné par des politiques cohérentes en matière de tourisme, de commerce et d'investissement.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a déclaré que les populations rurales doivent être au cœur de la réalisation des ODD et que nous devons prêter attention aux besoins des femmes rurales.

La Banque mondiale a mis en relief la croissance et l'emploi, dans un cadre inclusif, considérés comme les deux moyens les plus importants de la réalisation de l'ODD. Il a parlé de l'état de préparation de la Banque pour soutenir les initiatives des pays, sur la base des preuves et des données.

La République du Congo a déclaré qu'alors que le pays dispose de ressources naturelles riches, les économies en développement devraient être en mesure de participer au commerce mondial en tant que joueurs généraux, et non seulement en tant que fournisseurs de matières premières. Il a souligné le droit des États à intervenir dans leurs propres économies.

Réalisation d'un partenariat mondial revitalisé: Macky Sall, Président du Sénégal, et Ahmet Davutoğlu, Premier Ministre de la Turquie, ont co-présidé le dialogue. Le Président

Sall a noté la «quête continue de ressources» pour la mise en œuvre des ODD, y compris les technologies respectueuses de l'environnement. Le Premier Ministre Davutoğlu a déclaré que le Programme l'AAAA à l'horizon 2030, et le résultat de la Conférence sur le changement climatique qui se tiendra à Paris en décembre, pris ensemble, établiront le cadre du programme mondial de développement pour les 15 prochaines années. Il a demandé instamment de mettre le bien-être et la prospérité «à la portée des populations, afin de ne pas avoir à les chercher ailleurs».

Le Prince Albert II de Monaco, a exprimé son soutien à la tenue, tous les trois ans, d'une conférence sur le suivi des engagements envers les océans et les mers. Il a exprimé son désir de mettre fin à la traite des personnes, à la piraterie, au trafic de drogue et des humains sur la mer Méditerranée.

Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a présenté les initiatives menées par l'OCDE pour soutenir la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030, notamment: Paris21, un mécanisme de mise à niveau des capacités statistiques des pays en développement; l'échange automatique d'informations sur les impôts; et Inspecteurs des impôts sans frontières, une collaboration avec le PNUD.

Sato Kilman, le Premier ministre, Vanuatu, a noté que pour les petites économies comme Vanuatu, la création de partenariats de développement reste un défi. Il a souligné l'importance de: données ouvertes; la transparence; dévier de l'approche d'affaires comme d'habitude; et de diriger les ressources vers des infrastructures économiques à mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

Le Népal a plaidé pour: une APD stable, prévisible et sans conditionnalités; la cohérence des politiques, y compris sur la technologie du financement; la dette et le renforcement des capacités; et des mécanismes pour le suivi des engagements pour le développement.

Werner Hoyer, Président de la Banque européenne d'investissement (BEI), a déclaré que mise en œuvre est désormais «le nom du jeu». Il a ajouté que la BEI devrait continuer à attirer des ressources financières et à faciliter le partage des risques. La crise des réfugiés est un rappel de l'urgence d'une stratégie de croissance mondiale durable, a-t-il conclu.

Ranja Sengupta, de Réseau Tiers Monde et Mécanisme régional d'engagement pour les OSC, Région Pacifique, ont plaidé pour un partenariat mondial dirigé par les gouvernements et soutenu par tous. Elle a souligné la revue Forum dédiée à l'AAAA et les MMOE du Programme 2030, comme une percée.

John Danilovich, Secrétaire général de Chambre de commerce internationale (ICC), a déclaré que la communauté internationale doit ratifier et mettre en œuvre l'accord de facilitation du commerce de l'OMC, conclure le cycle de Doha et faciliter le flux du financement du commerce pour les PME dans les pays en développement.

La Tunisie a souligné la nécessité: d'une coordination et d'éviter la duplication des efforts sur le financement pour le développement durable; le respect des engagements de l'APD; la lutte contre les flux financiers illicites; le micro-financement;

le transfert de technologie; le renforcement des capacités; et la coopération Sud-Sud en tant qu'un complément à la coopération Nord-Sud.

Le Paraguay a souligné la nécessité de nationaliser et de localiser le programme, et a noté que sa mise en œuvre devrait être basée sur: des plans nationaux efficaces; une coordination appropriée entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux; et des outils efficaces pour la surveillance.

Sivananthi Thanenthiran, du Grand groupe des femmes, a déclaré que le succès de l'ODD reposera sur le Partenariat mondial, qui devrait être fondé sur la résilience, la cohésion sociale et le leadership local et mondial, et soutenir les droits humains, la non-discrimination et la bonne gouvernance. Elle a également appelé à: l'usage des approches ascendantes; à la revendication des droits à la procréation; et à la reconnaissance des organisations des droits des femmes.

L'Indonésie a déclaré qu'un environnement propice à l'investissement est celui qui empêche les crises financières récurrentes et la volatilité de la baisse des prix.

Le représentant de la Fédération de Russie a souligné l'éradication de la pauvreté et des inégalités comme principale priorité de son pays pour l'aide au développement international, et a promis d'augmenter régulièrement l'assistance aux pays en développement.

Mireille Ballestrazzi, Présidente de l'INTERPOL, a décrit son partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sur les questions liées à l'Objectif 16 (sociétés pacifiques et inclusives), y compris un plan d'action conjoint sur la criminalité transnationale organisée, la violence contre les femmes et les enfants, et les cyber-menaces, entre autres questions.

Jennifer Vinas-Forcade de Grand groupe des Jeunes, a noté l'importance: d'être conscient des conflits d'intérêts; de permettre à la société civile de faire partie de l'élaboration d'indicateurs; et d'assurer la transparence et des processus décisionnels démocratiques.

Philippe Zaouti, Directeur général de Société Anonyme Mirova, a présenté les initiatives prises par son entreprise, en collaboration avec d'autres investisseurs, notamment, l'élaboration des normes sociales et environnementales pour l'infrastructure durable, et les normes de rapport en matière d'investissement.

Martin Kreutner, Doyen de l'Académie internationale anti-corruption, a observé que la bonne mise en œuvre des objectifs de développement durable n'est possible que si l'état de droit et des mesures énergiques contre la corruption sont pris en compte, et a noté que dans certaines régions une importante partie de l'APD est perdue dans corruption.

Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutive de la CESAP, a déclaré que le Programme 2030 nécessitera de nouvelles formes de partenariats et un renforcement des capacités institutionnelles. Elle a souligné que «le statu quo» sur le partenariat mondial n'a pas fonctionné pour les OMD, et ne va pas fonctionner pour les ODD non plus.

Anne Simpson, du système de pensions de Californie (CalPERS), a déclaré que les ODD abordent les risques qui empêchent la capacité du secteur de la finance dans le respect de ses engagements, par exemple, le changement climatique.

Dalia Hamou de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), a parlé de WIPO Re: Search, une plateforme pour le développement de produits médicaux pour les maladies tropicales négligées.

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que le Fonds concentre financement concessionnel sur ceux qui sont le plus dans le besoin, et devrait: améliorer le soutien au renforcement des capacités pour renforcer la mobilisation des recettes; aider à renforcer la voix des pays dans les débats internationaux sur les questions liées à la fiscalité du développement; et approfondir les conseils stratégiques sur les aspects de l'inclusion.

Judith Karel, Secrétaire exécutif, du Fonds d'équipement des Nations Unies, a souligné l'importance de l'APD, des ressources publiques et de l'investissement dans l'inclusion financière.

Peter Bakker, Président et Directeur général du Conseil mondial des affaires pour le développement durable, a déclaré que la Boussole des ODD lancé samedi au Forum du secteur privé des Nations Unies aidera les organisations à faire rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Il a noté l'importance de la tarification du carbone pour le développement durable.

Alison Schneider de l'AIMCo, a déclaré que les investisseurs s'intéressent de plus en plus aux infrastructures, mais qu'ils sont liés par des paramètres à faible risque. Elle a déclaré que si les banques internationales de développement investissent d'abord, les investisseurs privés seront heureux d'investir cinq ou dix ans plus tard.

DANS LES COULOIRS

Les chefs d'État et d'autres dignitaires ont commencé à quitter leurs sièges pour poser avec une véritable célébrité au dialogue sur la croissance économique, samedi matin: Mark Zuckerberg. «Je ne t'ai pas reconnu dans un costume», a déclaré le Co-Président, avant de présenter le jeune PDG de Facebook, qui a fait de brèves remarques au groupe, sans son capuchon de signature.

Bono, la rock star et philanthrope, a participé au Forum du secteur privé lors du sommet, tandis que le joueur de football et Ambassadeur du Programme alimentaire mondial, Kaká, a pris la parole lors d'un événement parallèle sur «Mobilisation pour l'éradication de la faim». Bien que les participants au sommet aient remarqué d'autres célébrités dans les couloirs du Secrétariat de l'ONU, c'est sans doute la Banque mondiale qui a invité la star de télé la plus reconnaissable du monde au Festival Global Citizen qui se déroulait en marge du sommet. Grand, jaune et tout en plumes, aux côtés du Président de la Banque mondiale Jim Kim, l'on ne pouvait pas se méprendre sur l'identité de Big Bird de Sesame Street.

ENB RÉSUMÉ ET ANALYSE: Le résumé analytique du Bulletin des Négociations de la Terre du Sommet des Nations Unies du développement durable sera disponible en ligne le mercredi 30 septembre 2015 l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/post2015/summit/enb/>